

Communiqué de presse

Syrie du Nord-Est : la CGT appelle à une solution politique respectueuse des droits des populations kurdes

La CGT alerte contre l'offensive menée par les forces armées gouvernementales syriennes qui, en quelques jours, ont repris le contrôle de vastes pans de territoire contrôlés par les forces kurdes ainsi qu'une partie du nord-est syrien, jusqu'alors sous administration des Forces démocratiques syriennes (FDS). La CGT exprime son inquiétude face à cette escalade et appelle à ce que le récent cessez-le-feu conclu entre les FDS et Damas ouvre la voie à un véritable plan d'intégration des administrations civiles et militaires locales au sein de l'État syrien, dans le respect des droits des populations concernées et de leur autonomie.

En dépit de l'annonce d'un cessez-le feu temporaire, l'expulsion des combattants kurdes d'Alep, la prise de Raqqa par les forces gouvernementales et le déplacement des combats vers l'est font redouter le pire pour les populations locales comme pour l'avenir de la région. Les FDS se retrouvent désormais encerclées par l'armée du gouvernement syrien.

L'offensive menée par Damas porte un coup sévère aux aspirations d'autonomie des populations kurdes au Rojava. Elle fragilise un modèle démocratique, progressiste, féministe et écologiste qui avait suscité un réel espoir au Moyen-Orient.

La CGT réaffirme avec force que les Kurdes et toutes les minorités doivent être protégées et reconnues comme des acteurs à part entière de la gouvernance du pays. L'unité de la Syrie ne saurait se bâtir sur la négation de leurs droits ni sur le sacrifice de leurs aspirations légitimes.

Les combats révèlent la grande fragilité de la transition en Syrie, menacée de fragmentation par les ambitions et ingérences régionales. La population syrienne, épuisée par des années de guerre, attend avant tout justice et reprise économique après des décennies de dictature.

Par ailleurs, la gestion des centres pénitentiaires abritant des milliers de prisonniers de l'organisation État islamique et qui avait été confiée par la communauté internationale aux FDS constitue un défi sécuritaire majeur, d'autant que de nombreux détenus ont réussi à s'en évader au cours des dernières semaines.

Cette question brûlante vient rappeler combien a été irremplaçable la contribution des forces kurdes à la lutte contre l'État islamique. C'est aussi à ce titre que la communauté internationale et la France doivent agir sans attendre.

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



La CGT appelle les autorités compétentes à :

- **Assurer la protection de tous les civils sans aucune discrimination** et veiller au respect strict du droit international humanitaire ;
- **Poursuivre un processus politique crédible et inclusif**, conduit par les Syriens eux-mêmes, garantissant la participation de toutes les composantes de la société à la construction de l'avenir du pays ;
- **Réaffirmer le rôle central des Nations Unies** dans la mise en œuvre d'une transition globale, démocratique et non exclusive en Syrie ;

Montreuil, le 22 janvier 2026